

demande de conserver les techniciens de notre pays alors que la politique adoptée par le gouvernement les jette à la rue et les oblige, dans bien des cas, à chercher du travail dans d'autres pays.

Alors que va-t-il advenir de notre souveraineté nationale? Comment allons-nous pouvoir sauvegarder notre indépendance s'il faut que nous remettions la défense de ce continent entre les mains des États-Unis sans réclamer, à titre de nation, notre part équitable de la production industrielle, et le titre d'associés en règle dans toute cette entreprise? Nous, du parti cécéliste, n'avons pas, dans les dispositions actuellement prises par le NORAD, la confiance qu'ont les membres des autres partis. Lorsqu'on a discuté de cette question à la Chambre l'an passé, nous avons dit qu'à notre avis, c'est d'abord par l'entremise des Nations Unies que nous devrions déployer notre effort de défense. S'il était impossible d'obtenir par cet intermédiaire la sécurité collective qui semblerait garantir à notre pays le maximum de défense, nous devrions ensuite nous résoudre à fonder notre association sur l'OTAN. Elle devrait reposer sur plusieurs pays, comme dans le cas de l'association de l'Atlantique-Nord avec laquelle le Canada collabore depuis tant d'années.

Mais le présent gouvernement a déclaré: "Non, bien qu'on puisse dire que la défense nord-américaine fasse partie de l'OTAN, c'est en principe une réalisation nord-américaine, une association du Canada et des États-Unis. Et ainsi, sans nos alliés européens, nous avons entrepris la défense du Canada en collaboration avec les États-Unis. Je déclare que le succès de cette association démontre aujourd'hui que nous aurions dû aussi, pour la défense de l'Amérique du Nord, demeurer dans le cadre général de l'OTAN et que nous n'aurions pas dû assumer nous-mêmes la responsabilité de la défense nord-atlantique dans les conditions qui ont été maintenant convenues.

Notre gouvernement manque de fermeté devant les États-Unis. Il s'est déclaré satisfait des principes de collaboration qui ont été formulés aujourd'hui. Pourtant, d'après ce qui a été réalisé jusqu'ici, nous n'avons reçu qu'une part sans importance des commandes de défense des États-Unis. Ce gouvernement, qui a dans le passé défendu la cause de la souveraineté nationale et prétendu qu'il maintiendrait le plein emploi dans le pays, a fait une déclaration qui aura pour effet d'augmenter le chômage, une déclaration qui, de plus, prouve que nous ne gardons pas notre souveraineté dans cette association, une déclaration qui a poussé le *Globe and Mail* à dire dans un éditorial en première page que le gouvernement, le cabinet est rempli de

faiblesses intérieures. Le *Globe and Mail*, franc sympathisant du présent gouvernement, a dit que les mesures prises jusqu'ici démontreraient, non seulement l'incompétence du gouvernement en matière de défense, mais, — allant plus loin, — une faiblesse interne importante et généralisée au sein du gouvernement, à savoir l'impuissance, dans plusieurs ministères, à prévoir et à établir des programmes. Et d'ajouter:

Cette faiblesse était apparente depuis que le gouvernement a pris le pouvoir il y a vingt mois, mais elle ne s'était jamais révélée d'une façon aussi dramatique.

Quelle est la manchette du *Globe and Mail*? Elle dit: "Frost ferait appel aux meilleurs cerveaux pour sauver l'usine Avro et les emplois." Le premier ministre de l'Ontario tente d'entrer en jeu pour venir à la rescousse de l'économie canadienne et la sauver de l'effet des tragiques erreurs et bévues commises par le cabinet conservateur fédéral. Cela démontre ce que le premier ministre Frost pense de la politique de défense du présent gouvernement.

En dépit de l'évidence de sa faiblesse et de son indécision, et bien qu'il soit démontré de façon péremptoire et croissante que les États-Unis traitent le Canada avec dédain, je demande au gouvernement de dire aux États-Unis en des termes bien nets: ou bien le Canada reçoit sa juste part des commandes de défense, et il participe alors pleinement à cet arrangement de défense, ou bien l'association ne tient plus, si c'est là le piteux traitement réservé à notre pays.

L'hon. M. Churchill: Alors, que faisons-nous?

M. Argue: Il n'y avait pas à conclure de la question que c'est ce traitement qui nous est réservé. Voilà justement ce qu'on dégage de cette déclaration. La manœuvre est pitoyable. Si le ministre du Commerce (M. Churchill) veut admettre que l'on se moque du Canada, qu'il se lève et qu'il le dise. Je prétends, dans l'intérêt du Canada et de la plupart des Canadiens, et contrairement à ce que le ministre de la Défense nationale a déclaré aujourd'hui, que notre pays ne trouve pas, dans cet arrangement, à exercer sa qualité de plein associé, suivant en cela les déclarations si souvent faites dans le passé par le premier ministre. Nous disons que le Canada devrait parler haut et ferme à Washington quand il lui expose ses légitimes exigences; alors, on ne viendrait pas nous faire des déclarations qui équivalent à une abjecte capitulation devant les États-Unis. C'est ce qui ressort des chiffres cités aujourd'hui par le ministre de la Production de défense.

L'hon. M. Pearkes: Absurdités.